

truisaient progressivement toute signification et toute valeur politique et révolutionnaire. Les réformistes, au travers de l'« antifascisme », en arrivaient jusqu'à mettre le mouvement ouvrier à la disposition des impérialismes « antifascistes »; les centristes avec leur politique première de l'« antifascisme de classe » et l'autre du « socialfascisme » ne faisaient en définitive que déterminer les conditions les plus favorables pour l'expansion de la manœuvre social-démocrate. Ces circonstances politiques ont grandement servi les intérêts du fascisme lui-même alors que les seuls organismes pouvant s'opposer réellement au capitalisme italien, étaient les groupes très restreints de notre fraction en butte non seulement au terrorisme centriste mais aussi à la délation à laquelle faisait souvent recours l'organe central du parti soit à l'égard de nos militants à l'étranger soit à l'égard des camarades vivant en Italie dont nom et prénom étaient publiés dans la presse du parti.

Parallèlement à la dénaturation de la politique communiste au sein des syndicats se développait aussi l'altération des positions communistes dans le domaine agraire aussi bien que dans la question nationale. Nous avons indiqué les particularités de l'économie agraire en Italie : les secteurs industrialisés de la vallée du Pô fournissaient à eux seuls la majorité de la production agraire. Cependant, dans ces régions également, les transformations économiques n'avaient pas déterminé la disparition de la petite production et du métayage gardant encore une grande importance surtout au point de vue numérique. Dans les autres régions, c'est presque exclusivement le latifundia et la petite propriété qui dominent. Cette composition particulière de la classe des paysans déterminait de grandes difficultés quant à la construction d'une organisation unitaire des travailleurs de la terre : les intérêts des petits propriétaires et des salariés agricoles n'étant par les mêmes et s'opposant parfois directement surtout dans le Nord de l'Italie parce qu'à la période des grands travaux, les salariés étant occupés par les petits propriétaires et par les métayers. La construction d'une puissante Fédération Nationale des Travailleurs de la Terre n'avait pu résoudre immédiatement un problème si complexe dont la solution ne pouvait dépendre que de la victoire du prolétariat. Mais la condition était posée pour créer, au sein de ce même organisme, des sections particulières pouvant éviter que les frictions inévitables entre les différentes catégories n'en arrivent pas à rompre le front unitaire des travailleurs de la terre. Après le Ve Congrès de l'Internationale où fut décidée la construction d'organisations politiques indépendan-

tes des paysans et la fondation de l'Internationale des paysans, le centrisme en Italie, affirma ouvertement que la meilleure condition pour réaliser l'unification des luttes des différentes catégories des paysans consistait justement dans la création d'organisations séparées de petits paysans d'un côté, des salariés d'un autre côté. L'« Association Nationale des Paysans » fut créée en 1926 mais elle se révéla immédiatement comme un instrument de manœuvres politiques pour noyauter le parti démocrate-chrétien et obtenir l'adhésion de certaines personnalités de ce parti à des comités et des initiatives où les considérations de classe étaient régulièrement remplacées par la politique de la confusion et de la tromperie. Les fractions importantes des paysans qui auraient pu s'orienter vers le communisme — sous le stimulant des situations — étaient ainsi dirigées vers une politique adaptée aux petits intérêts centristes.

La structure même de l'économie paysanne et sa diversité suivant les régions avait donné vie à la formation de mouvements régionalistes au sein desquels les revendications des petits propriétaires contre les vexations fiscales de l'Etat prenaient l'expression politique d'une opposition de l'ensemble de la région au pouvoir centralisateur de l'Etat. Le centrisme, évidemment, loin d'appeler les petits propriétaires à lutter contre ces formations politiques, estima que puisque ces partis pouvaient fractionner et par cela même affaiblir le capitalisme, la politique « léniniste » consistait justement à accentuer les mouvements régionalistes. Des manœuvres furent ébauchées pour gagner ces partis ou leurs dirigeants à l'influence centriste et le résultat fut le suivant : chaque adhésion des dirigeants régionalistes représentait, en même temps qu'une dispersion des possibilités des luttes de classe des paysans, un moment plus avancé dans le succès de la politique centriste.

Il en est de même pour ce qui concerne le problème national. Des minorités de langue slave et allemande sont comprises dans le territoire italien. Les positions de classe de ces travailleurs vont donc se mêler à des positions ayant trait à des revendications d'ordre linguistique ou religieux. Les centristes ont appliqué ici aussi leur schéma : puisque ces revendications de langue nationale ou de culte s'opposent à la position défendue par le capitalisme dans son ensemble et ne peuvent qu'affaiblir sa puissance, dès lors le devoir du parti est de les pousser à l'extrême. Mais le processus de la lutte politique est bien plus compliqué et le tout c'est d'établir la position centrale autour de laquelle peuvent être résolues les questions subsidiaires. Il faut d'abord dresser le plan de la lutte de classe d'où

ressortiront aussi les possibilités pour donner satisfaction aux revendications d'ordre linguistique alors que pour ce qui concerne la religion le parti ne peut jamais abandonner sa position centrale de lutte contre tous les cultes. La question nationale ne peut nullement être soulevée par les communistes qui, dans l'époque actuelle de l'impérialisme, doivent en souligner la signification réactionnaire. Les populations slaves de la Dalmatie ou allemandes du Tyrol doivent être considérées non dans leur ensemble, mais en fonction des divisions de classe qui y existent et les ouvriers doivent être appelés à unifier leur lutte avec les ouvriers du restant de l'Italie pour une lutte commune contre les exploités de toutes les nationalités et de toutes les religions. Nous n'avons pas en vue ici le problème de la constitution du futur Etat prolétarien en Italie où évidemment seront résolues toutes les questions de langue et où la centralisation prendra l'aspect non d'une coercition mais d'une

concentration des différentes régions autour du parti luttant pour la révolution mondiale. Nous avons en vue le processus de la lutte pour la révolution communiste et la signification inévitablement antiprolétarienne de tous les mouvements qui, loin de se baser sur des positions de classe, appellent les ouvriers à lutter sous des mots d'ordre rassemblant des classes opposées sous la drapée de la lutte régionaliste.

Le centrisme italien, puissamment aidé par l'Internationale Communiste, a pu développer son action néfaste au sein du prolétariat italien, permettant ainsi au capitalisme de réaliser les conditions politiques pour le carnage impérialiste. Nous examinerons, dans la dernière partie de ce rapport, les problèmes spécifiques à la politique du fascisme et le problème de la transformation de notre fraction en partie en fonction de la reprise de la lutte prolétarienne en Italie.

(A suivre.)

La première et la deuxième Internationale devant le problème de la guerre

Ce serait fausser l'histoire que d'affirmer que la I^{re} et la II^e Internationale n'ont pas songé au problème de la guerre et qu'elles n'ont pas essayé de le résoudre dans l'intérêt de la classe ouvrière. On pourrait même dire que le problème de la guerre fut à l'ordre du jour dès le début de la Ire Internationale (guerre de 1859 de la France et du Piémont contre l'Autriche ; de 1864 : la Prusse et l'Autriche contre le Danemark ; de 1866 : la Prusse et l'Italie contre l'Autriche et l'Allemagne du Sud ; 1870 : la France contre l'Allemagne et nous ne mentionnons pas la guerre de Sécession de 1861-65 aux Etats-Unis, l'insurrection de la Bosnie-Herzégovine, en 1878 contre l'annexion autrichienne — qui passionna beaucoup les internationalistes de l'époque — etc., etc.)

Ainsi, si on considère le nombre de guerres qui surgirent pendant cette période, il est permis d'affirmer que le problème fut plus « brûlant » pour la Ire Internationale que pour la II^e qui fut surtout l'époque des expéditions coloniales, du partage de l'Afrique, car pour les guerres européennes — exception faite de la courte guerre de 1897 entre la Turquie et la Grèce — il faut attendre les guerres balkaniques, celle entre l'Italie et la Tur-

quie pour la Lybie, qui sont déjà des signes avant-coureurs de la conflagration mondiale.

Tout cela explique — et nous écrivons d'après une expérience vécue — le fait que nous, de la génération qui lutta avant la guerre impérialiste de 1914, avons peut-être considéré le problème de la guerre plus comme une lutte idéologique que comme un danger réel et imminent : le dénouement de conflits aigus, sans le recours aux armes, tels Fachoda ou Agadir nous avait influencé dans le sens de croire fallacieusement que grâce à « l'interdépendance » économique, aux liens toujours plus nombreux et plus étroits entre pays, il s'était ainsi constitué une sûre défense contre l'éclosion d'une guerre entre puissances européennes et que l'augmentation des préparatifs militaires des différents impérialistes au lieu de conduire inévitablement à la guerre, vérifiait le principe romain « si vis pacem para bellum » si tu veux la paix prépare la guerre.

A l'époque de la fondation de la Ire Internationale la panacée universelle pour empêcher la guerre était la suppression des armées permanentes et leur rempla-